

LE POING



Septembre 2024

EDITO

Macron, ça suffit !

Comme nous l'avons déjà écrit, la CGT Finances Publiques de l'Isère base son activité sur le terrain de la défense des revendications débattues avec ses syndiqués et avec les personnels.

La situation politique du pays nous donne raison. C'est par la mobilisation des salarié.e.s que nos revendications finiront par être, non seulement entendues, mais obtenues.

En tant que citoyens, nous pouvons nous interroger sur le sens du résultat issu des urnes du 7 juillet.

Aucune majorité dans le champ politique ne se dégage, mais une large majorité de travailleurs du public et du privé réclame l'abrogation de la réforme Macron/Borne des retraites, à laquelle il convient de rajouter l'abrogation de la réforme Hollande/Touraine qui porte à 43 ans de cotisations la durée nécessaire pour obtenir une retraite à taux plein. Donc sauf à commencer à travailler avant 17 ans, personne ne peut prétendre au taux plein avant 60 ans. Or, 65 % des nouveaux entrant dans le monde du travail ont entre 19 et 23 ans et 20 % ont entre 24 et 26 ans. Ne pas parler du nombre d'annuités pour obtenir une retraite à taux plein, c'est mentir, annoncer une retraite à 60 ans sans indiquer les annuités, c'est mentir.

Ceux qui proposent la retraite à 60 ans avec 40 annuités condamnent donc plus des 2/3 des salariés à travailler au-delà des 60 ans. Le seul moyen de parvenir à l'effectivité d'un

départ possible à 60 ans est donc bien le retour aux 37,5 annuités.

Les centaines de milliards déversés pour la guerre et les massacres prouvent s'il le fallait que l'argent existe. Tout comme l'argent existe pour les services publics dans leur intégralité.

Une large majorité de travailleurs dans le pays exige de voir leurs salaires revalorisés, exige que la plus-value dégagée par leur travail soit justement répartie entre le capital et le travail. Il suffirait de ramener, comme ce fut le cas jusque dans les années 80, le rapport capital/travail à 60/40 (ce qui est encore trop pour le capital !) contre 70/30 actuellement en tournant définitivement le dos à la financiarisation de l'économie.

« Le 1^{er} octobre allons arracher nos revendications ! »

Répondre à nos revendications nécessite une rupture non pas dans les mots mais dans les actes. La comédie de tout bord de l'été a assez duré : soit Macron répond aux aspirations de la large majorité du pays, soit cette large majorité n'aura pas d'autre solution que de se faire entendre dans la rue, sur ces revendications précises et pour ce qui nous appartient sur le terrain syndical de classe.

L'entêtement du pouvoir à ne rien entendre, ou plutôt à n'entendre que la minorité qui ne vit que par l'exploitation du travail conduira à une crise dont personne ne mesure encore la conclusion. On ne peut pas jouer avec la démocratie et s'étonner de ce que ce jeu produira de colère, une colère qui pourrait bien tout balayer !

Dominique LO-MONACO

ACTUALITÉ

Spécial rentrée :
Bienvenue !
Par Sébastien Rioux

DÉCRYPTAGE

Déficit public : toujours
les mêmes recettes !
Par Sophie Abondance

LOCAL

SIP O-D : Comment
travailler plus avec moins !
Par Isabelle Morot.

Bienvenue chez les Allobroges !

L'accueil des nouveaux arrivants dans le département ce mardi 3 septembre est un temps fort dans la vie de la DDFIP de l'Isère.

Nous nous en réjouissons et nous souhaitons à tous ces nouveaux collègues la bienvenue.

Mais cette arrivée de nouveaux agents suscite une forte attente dans les services.

En effet, la DDFIP de l'Isère est dans une situation plus que critique en particulier au niveau de ses effectifs.

Depuis la fusion Impôts/Trésor Public, le département a perdu 492 emplois auxquels s'ajoute depuis quelques années le problème des postes non pourvus dits vacants (153 au 01/09/2024).

La dégradation des conditions de travail ne cesse ainsi de se répandre dans les services suscitant toujours plus de fatigue, de désabusement ou de colère.

À la lecture du dernier rapport de l'observatoire interne, la Direction Générale (DG) fait mine de s'intéresser au moral de ses agents.

Ainsi, dans les 15 premiers jours de septembre, notre directeur organise par le biais des chefs de service une vaste consultation auprès des agents du département autour de trois grandes questions :

- comment améliorer la motivation au travail en lien avec la perte de sens et la charge ?
- comment être de véritables acteurs des changements conduits par la direction en lien avec l'insuffisante prise en compte des remontées du terrain ?
- quelles sont les actions connues de ma direction pour limiter notre impact environnemental ? (attente de propositions éventuelles)

La Direction Générale pense trouver une échappatoire simple et pas chère à la résolution des vrais problèmes d'emplois et de salaires auxquels nous sommes confrontés quotidiennement.

S'orienter sur des problèmes de management et de communication est une grave erreur.

Donner l'impression que notre administration va s'intéresser à notre parole sans vouloir régler réellement les problèmes est pire que tout.

L'enjeu n'est pas d'améliorer des statistiques mais d'améliorer les conditions de travail pour ne plus être en souffrance dans son travail.

Cette souffrance dans notre département est déjà largement identifiée au travers des arrêts maladie longue durée, des accidents du travail, des mutations locales massives, des alertes des syndicats.

Il est temps d'arrêter les faux-semblants.

Pour que notre administration arrête de marcher sur la tête et que sa priorité cesse d'être la gestion de la pénurie, il est plus qu'urgent de s'attaquer :

- à l'insuffisance des recrutements,
- au blocage du point d'indice,
- aux pratiques de harcèlement.

Notre attente envers notre nouveau directeur est donc simple : lorsqu'il monte à la Direction Générale, il doit mouiller la chemise pour obtenir les moyens nécessaires au bon fonctionnement de nos services et nous en rendre régulièrement compte.

S'il est à court d'arguments, la CGT FiP 38 se tient à sa disposition !



Lettres bas-de-plafond : ça va encore cogner !

Les « lettres plafonds » ne sont pas de belles et longues lettres littéraires, ce sont des lettres qui manquent souvent de hauteur. Ainsi, ce sont presque tous les ministères et services publics qui vont se heurter aux réalités budgétaires. Seul le ministère des Armées échappe aux coups de rabots. Il faut faire des économies ! Et devinez sur le dos de qui ? Oui il faudrait encore faire des efforts !

Rappelons que le budget doit être bouclé pour la mi-septembre, et être transmis au Parlement avant le 1^{er} octobre, la date limite légale. Gabriel Attal, le premier ministre « démissionnaire » taille en priorité dans les dépenses consacrées au travail et à l'emploi, en les réduisant d'environ 3 milliards d'euros en 2025 par rapport au budget initial de 2024. Les hôpitaux publics sont aussi mis à contribution et vont devoir tourner avec moins d'internes à partir de cet automne. Pour la rentrée 2024-2025, seuls 7 974 postes sont ouverts, contre 9 484 en 2023, soit 1510 postes en moins. Or, ces étudiants en sixième année de médecine sont devenus les rouages essentiels d'un système hospitalier à bout de souffle. De plus ces 1500 postes d'internes en moins aujourd'hui, ce sont aussi moins de médecins généralistes dans quatre ans. Des investissements toujours en baisse dans un secteur aussi fondamental que la santé. Le budget de l'Education Nationale est lui aussi mis à mal. Bref, la casse des services publics continue !

Le dérapage budgétaire de 2024 avait déjà amené l'Exécutif à prendre un décret d'annulation de crédit de 10 milliards d'euros en février, **c'est-à-dire une correction par les dépenses et non par les recettes.**

Or, la cause principale de cet « excès » de déficit n'était pas un surplus de dépenses par rapport aux prévisions mais un manque de recettes. Selon l'Insee, la hausse du déficit public était déjà due en 2023 à une baisse des recettes de plus de 2 % du PIB.

La conclusion qui s'impose, c'est qu'il faut arrêter de couper les vivres, il faut aller chercher l'argent là où il est !

Par exemple, la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), impôt finançant les collectivités territoriales, dont la suppression progressive depuis 2021 a encore pesé de 4,2 milliards d'euros sur le budget 2023 et 1,4 milliard d'euros supplémentaires sur le budget 2024.

Ainsi, un budget ambitieux pour 2025 doit permettre le financement des dépenses publiques indispensables. A la DGFIP on sait où et chez qui trouver les recettes fiscales nécessaires au financement de politiques publiques au service du plus grand nombre. Demandons enfin des efforts aux patrons et aux millionnaires !

car il y a urgence à :

- Investir dans nos services publics sur tous les territoires.
- Augmenter les salaires et les pensions pour vivre de son travail et de sa retraite, et réaliser l'égalité salariale entre les femmes et les hommes,
- Indexer les salaires sur les prix (comme pour le Smic, tous les salaires doivent à minima suivre l'inflation).
- Supprimer la réforme des retraites à 64 ans et revenir à 60 ans.



Pas de prime de rentrée au SIP Oisans-Drac !

Pourtant, le service l'aurait bien méritée ! En effet, dans un contexte dégradé (12 départs, 4 arrivées) et en plus de ses missions habituelles, le SIP Oisans-Drac doit honorer des vacations téléphoniques, appels concernant l'ensemble de la France, se substituant ainsi aux plateformes téléphoniques qui, elles, ont obtenu des avantages financiers certains.

Il est bien entendu qu' on ne demande pas un travail qualitatif. Ce que l' on souhaite, c' est juste mettre un fonctionnaire derrière un combiné pour prendre le maximum d' appels sans vraiment résoudre les difficultés de l' usager. En conséquence, force est de constater un alourdissement notable des plannings des agents présents, une remise en cause de la possibilité de télétravailler et un épuisement certain pour qui sera chaque jour au contact du contribuable dans un service qui compte déjà 27% d'arrêts maladie de longue durée.

Cet effort a été demandé jusqu'en décembre 2024, mais nul doute qu'il puisse être reconduit en 2025.

Comment se substituer aux centres d'appels, sans tambour ni trompette et surtout sans moyens supplémentaires : ni personnel, ni prime !

On n'a pas d'agents, pas d'argent, mais on a des idées !!!



Dans une note DG (2024/07/2862) du 17/07/2024 ayant pour objet les modalités de participation des services locaux à la réponse téléphonique au dispositif national de renseignement des usagers (numéro national) durant la campagne des avis 2024, qui n'a d'ailleurs pas été diffusée aux agents du service, il est précisé que devra être prise en compte « la capacité contributive » de chaque structure, en fonction de ses ressources RH. Apparemment, la situation du SIP Oisans-Drac n'est pas jugée suffisamment catastrophique en matière d'emplois pour qu'il soit dispensé de ce travail supplémentaire !

Tout ceci n'est pas acceptable. La CGT organisera une visite de service en septembre.



Prise de contact, demande d'adhésion (bulletin à nous renvoyer)

NOM :	Prénom :
Service :	Résidence :
Mail :	Souhaitez-tu adhérer : OUI ☐ non pas tout de suite ☐

CGT Finances Publiques Isère
38-40 Avenue Rhin et Danube
38047 Grenoble Cedex 2
Tel CFP Rhin et Danube : 04 76 39 38 74 (interne : 3834)
Tel Belgrade : 04 76 85 75 96
Mail : cgt.ddfip38@dgfip.finances.gouv.fr
Site : <http://www.financespubliques.cgt.fr/38/>